

La Lettre EMERIT

Expériences de Médiation et d'Évaluation dans
la Recherche et l'Innovation Technologique

Trimestriel d'information
sur l'évaluation des choix
technologiques, édité
par la Fondation
Travail-Université

Premier trimestre 2007
Numéro 49

Bureau de dépôt: Namur 1
Numéro d'agrégation P401118

Informatique et emploi, 25 ans de recherches et de débats

Destruction ou création d'emplois ? Cette controverse est sous-jacente à toutes les recherches qui, depuis un quart de siècle, tentent d'éclaircir la relation complexe entre l'emploi et la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC). Cet article propose une rétrospective historique, à travers quelques publications qui ont posé des jalons dans la problématique "technologie et emploi". Il permet aussi de repérer les questions qui sont toujours pertinentes aujourd'hui.

Début des années 1980: les pionniers

Le début des années 1980 est marqué à la fois par une crise persistante de l'emploi et une vague d'innovations technologiques: microélectronique, télématique, bureautique. C'est en 1982 que paraît en France l'ou-

vrage "*Informatisation et emploi: menace ou mutation ?*", dans une série de rapports de recherche sur l'informatisation de la société. Ces rapports s'inscrivent dans la continuité des débats lancés quatre ans plus tôt par la publication, à



la demande du président Giscard d'Estaing, d'un ouvrage grand public intitulé "*L'informatisation de la société*", connu sous le nom de rapport Nora-Minc. Le changement politique survenu en France en 1981 ravive le débat, car de nombreux auteurs prônent alors une politique plus volontariste face aux ris-

ques sociaux liés à l'informatisation. Au même moment, des débats politiques semblables, alimentés par des rapports d'experts, se déroulent notamment aux Pays-Bas (rapport Rathenau) et en Allemagne. Le thème des impacts des nouvelles technologies est mis à l'ordre du jour du dialogue social européen dès 1985.

L'approche méso-économique

La nouveauté introduite autour de 1982 réside dans l'approche méso-économique du lien entre technologie et emploi. Le terme méso-économique désigne un niveau intermédiaire entre macro et microéconomique: le niveau des secteurs et des branches d'activité, des filières industrielles, des systèmes régionaux d'innovation. Alors que la plupart des économistes et des spécialistes du marché du travail considèrent la technologie comme une variable agrégée ou une sorte de

Sommaire

Informatique et emploi, 25 ans de recherches et de débats	1
Les jeunes et le travail	5
Le nouveau programme européen "la science dans la société"	8



Tous les numéros de
La Lettre EMERIT
depuis 1997 sont
téléchargeables sur
www.ftu-namur.org/emerit

boîte noire, les travaux de Pastré et d'autres auteurs que l'on appelait à cette époque "école française d'économie industrielle" (Lorenzi, Toledano, Coriat, Boyer, etc.) ouvrent la boîte noire. Ils distinguent quelques grandes familles d'innovations tech-

Années 1980: le lien entre informatisation et emploi est étudié au niveau des branches d'activité, des filières industrielles et des systèmes régionaux d'innovation (niveau mésoéconomique).

nologiques et étudient quels seront leurs impacts sur l'emploi dans les différentes branches d'activité, selon les modalités de diffusion des technologies dans chaque branche.

Dans leurs ouvrages publiés entre 1981 et 1983, Pastré et autres distinguent huit familles de nouvelles technologies: les machines outils à commande numérique; les automates de série (robots); les automates de processus continus; la conception assistée par ordinateur; le traitement de texte; la lecture optique; le transfert électronique de fonds; la télécopie et transmission électronique du courrier. Pour chacune de ces familles, ils envisagent quelles sont les branches d'activité concernées et à quel degré, quelles sont les qualifications menacées ou renforcées, quels sont les impacts sur l'emploi. Selon leurs estimations, les effets directs sur l'emploi sont globalement négatifs; un effet positif ne peut être attendu que d'effets indirects, c'est-à-dire la création de nouvelles activités économiques basées sur les nouvelles technologies.

Avec le recul du temps, les estimations initiales de Pastré et autres se

sont avérées pertinentes pour les branches industrielles, mais erronées pour les activités de service. De plus, les familles de technologies industrielles sont toujours d'actualité, alors que les distinctions entre les autres familles sont aujourd'hui désuètes. Le principe de l'approche mésoéconomique, en revanche, s'est trouvé conforté par d'autres études.

Des effets différenciés selon les branches d'activité

La distinction entre les effets de l'informatisation sur l'emploi dans les industries et dans les services va se renforcer à la fin des années 1980. Selon un bilan des recherches sur ce thème, dressé par l'OCDE (Brainard & Fullgrabe), trois conclusions peuvent être tirées:

- De nombreuses recherches surestiment le rythme de diffusion des nouvelles technologies ainsi que leur degré d'efficacité, tout en sous-estimant les contraintes organisationnelles et sociales qui freinent ou atténuent leurs effets.
- Les effets réels de l'informatisation sur l'emploi tendront à rester faibles en comparaison avec d'autres facteurs, tels que les fluctuations de la croissance et du commerce mondial.
- Les impacts les plus importants ne portent pas tant sur le volume de l'emploi, mais plutôt sur le changement de la structure de l'emploi. L'informatisation crée des emplois dans certaines branches et professions, elle en supprime dans d'autres, de manière non uniforme d'une région ou d'un pays à l'autre. Les incidences sont plutôt positives pour la plupart des services, plutôt négatives pour les secteurs industriels.

Cherise sur le gâteau, le prix Nobel d'économie Robert Solow avance en 1987 un constat cinglant, connu sous le nom de paradoxe de Solow: "On voit des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de productivité". Pour Solow, les effets sur la productivité et l'emploi dépendent essentiellement des choix organisationnels et managériaux effectués dans les entreprises et au niveau des branches d'activité, si bien qu'au niveau macroéconomique, les effets positifs et négatifs peuvent se compenser.



Au tournant des années 1990: du quantitatif au qualitatif

À la fin des années 1980, les effets quantitatifs de l'informatisation sur l'emploi apparaissent de plus en plus imprévisibles, faut d'avoir pu établir une relation directe de cause à effet. De nombreux chercheurs se tournent alors vers les aspects qualitatifs de la relation entre technologie et emploi. La sociologie du travail et des organisations entre en piste, alors que le terrain était majoritairement occupé par les économistes. Les sociologues contribuent à remettre en cause le déterminisme technologique souvent sous-jacent aux travaux des économistes; ils s'intéressent à l'interaction entre le changement technologique et la transformation des emplois.

Un consensus se dégage: le lien entre technologie et emploi se manifeste surtout au niveau de la transformation qualitative des emplois.

Les thèmes des recherches se diversifient: ce ne sont plus seulement l'emploi, le chômage et le marché du travail, mais aussi et surtout la flexibilité du travail, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'évolution des



qualifications et compétences. Si les destructions d'emplois et la persistance du chômage ne peuvent pas être imputées au seul progrès technologique, en revanche les mutations du travail sont souvent liées aux stratégies d'innovation, d'informatisation et de réorganisation. La convergence des changements technologiques et des mutations du travail préfigure l'émergence d'un nouveau système productif, dénommé tantôt post-fordisme (Boyer, Durand), tantôt société post-industrielle, tantôt société de l'information.

Années 1990: l'emploi dans la société de l'information

Au cours des années 1990, l'évolution technologique connaît une nouvelle accélération:

- **Intégration:** les diverses technologies fondées sur l'informatique et les réseaux sont de plus en plus imbriquées, aussi bien dans l'organisation des entreprises que dans les logiciels et les postes de travail. Le changement technologique devient un processus continu, dans lequel il devient difficile de distinguer un avant et un après.
- **Communication:** avec l'irruption d'internet dans l'activité économique à partir de 1995, suivie de la diffusion accélérée des ordinateurs et téléphones portables, la communication et la mise en réseau deviennent des mots clés du changement organisationnel.
- **Banalisation:** l'informatique, puis internet, font désormais partie du quotidien professionnel et domestique d'une proportion croissante de la population des pays développés.

Bien que l'expression "société de l'information" ne soit pas dépourvue d'ambiguïtés, elle désigne bien une transformation des structures économiques et sociales. La question du lien entre informatisation et emploi se déplace, elle est formulée en d'autres

termes: quels seront les emplois de cette société de l'information ?

Depuis plusieurs années, cette question attirait l'attention de Freeman, Soete et leurs collègues de SPRU (Science Policy Research Unit), à Brighton, et MERIT (Maastricht Economic Research Institute on Innovation and Technology). Ces auteurs avaient déjà souligné l'expansion de l'emploi dans les services dits "informationnels", où les TIC permettent de créer de nouvelles activités et de concevoir de nouveaux produits immatériels. Pour SPRU-MERIT, les TIC sont le substrat d'un nouveau "paradigme technico-économique", susceptible de relancer un cycle long de croissance et d'emploi ... à condition que les rythmes respectifs des innovations technologiques et des innovations organisationnelles et sociales soient en phase.



Dans leur livre "*Work for all or mass unemployment*" (1994), Freeman et Soete vont plus loin: pour créer du travail pour tous, il faut exploiter pleinement le potentiel des TIC, non seulement dans l'économie marchande et

mondialisée, mais surtout dans la sphère non marchande (services aux citoyens, éducation, santé et services personnels, environnement, habitat, vie associative). Cette

sphère non marchande, ainsi que certaines branches de l'économie marchande liées aux contingences locales (construction et rénovation, production en petites séries, services de proximité, économie sociale), constituent un secteur abrité de la mondialisation, qui peut créer des emplois à condition d'augmenter sa créativité et de moderniser ses méthodes d'organisation et ses usages des TIC.

Informatique et emploi, 25 ans : une sélection bibliographique

L'approche mésoéconomique

- Pastré O., Lorenzi J.H., Toledano J., *La crise du 20ème siècle*, Economica, Paris, 1981.
 Missika J.L., Pastré O., Meyer D., Truel J.L., Zarader R., Stoffaes C., *Informatisation et emploi, menace ou mutation ?*, La Documentation Française, Paris, 1982.
 Pastré O., *L'informatisation et l'emploi*, La Découverte, coll. Repères, Paris, 1983.
 Brainard R., Fullgrabe K., *Technologie et emploi*, dans *Science, technologie et industrie*, n° 1, OCDE, Paris, 1986.
 Réal B., *La puce et le chômage*, Seuil, Paris, 1990.
 OCDE, *Technologie et emploi: questions clés dans un contexte de chômage élevé*, n° spécial de *Science, technologie et industrie*, n° 5, Paris, 1995.

Du quantitatif au qualitatif

- Boyer R., Durand J.P., *L'après-fordisme*, Syros, Paris, 1993.
 Freeman C., Mendras H. (dir.), *Le paradigme informatique: technologie et évolutions sociales*, Descartes & Cie, Paris, 1995.

L'emploi dans la société de l'information

- Freeman C., Soete L., *Work for all or mass unemployment – computerised technical change into the 21st century*, Pinter Publishers, London, 1994.
 Castells M., *La société en réseaux*, Fayard, Paris, 1998.
 Supiot A. (dir.), *Au-delà de l'emploi*, Flammarion, Paris, 1999.

L'épisode de la nouvelle économie

- Gadrey J., *Nouvelle économie, nouveaux mythes ?*, Champs / Flammarion, Paris, 2001.

TIC et emploi à l'aube du 21ème siècle

- Reich R., *Futur parfait – progrès technique, défis sociaux*, Village global, Paris, 2001.
 Boyer R., *La croissance, début de siècle – de l'octet au gène*, Albin Michel, Paris, 2002.
 Gorz A., *L'immatériel – connaissance, valeur et capital*, Galilée, Paris, 2003.

La notion de plein emploi doit changer et se démarquer de la notion héritée des années 1945-75, qui signifiait le plein emploi des hommes et le sous-emploi des femmes. Le nouveau concept de plein emploi dans la société de l'information doit s'appuyer sur un schéma flexible sur l'ensemble de la vie de travail, combinant travail et formation, avec les mêmes droits pour tous, hommes et femmes, jeunes et vieux, temps pleins et temps partiels. Freeman et Soete rejoignent ici d'autres auteurs qui s'intéressent à l'avenir de l'emploi et du travail, sans l'aborder sous l'angle du changement technologique: on pense à "Au-delà de l'emploi" (Supiot, 1999) et à d'autres études qui tracent les pistes d'une flexibilité "socialement soutenable".

Flexibilité: voici un mot clé dont l'importance se confirme dans la plupart des analyses de l'emploi élaborées dans les années 1990. Il s'agit non

Flexibilité et réseau deviennent des mots clés dans la relation entre technologie et emploi. Les conséquences sociales ne sont pas prédéterminées, elles dépendent des stratégies des acteurs économiques et politiques.

seulement de la flexibilité du travail, mais aussi de la flexibilité de l'organisation des entreprises et des relations interentreprises. C'est ici que la contribution du livre de Castells "La société en réseaux" (1998) s'avère incontournable. Castells donne un nom à ce qui fonde la nouvelle organisation de l'économie et du travail: le réseau. La logique de réseau est la seule qui soit adaptée à la complexité croissante des relations et des interactions dans l'économie et, d'une manière plus générale, dans la société.

La flexibilité des procédés de production et des marchés du travail est inhérente à la malléabilité des nouvelles

technologies et des nouvelles formes d'organisation du travail. Toutefois, en termes de création ou destruction d'emplois, les conclusions de Castells ne s'écartent pas des constats déjà connus: il n'y a pas de relation structurelle systématique entre la diffusion des TIC et le niveau d'emploi dans l'économie dans son ensemble; c'est au niveau des branches d'activité et selon les stratégies des entreprises qu'il y a des gagnants et des perdants.

La parenthèse de la nouvelle économie (1998-2001)

L'extrapolation des performances exceptionnelles de l'économie américaine dans la seconde moitié des années 1990 a donné lieu à la notion de nouvelle économie, dite aussi "net-économie" pour indiquer son lien étroit avec l'expansion d'internet, le modèle de l'entreprise réseau et le capital-risque à géométrie variable. La notion de nouvelle économie exacerbe le modèle de société en réseau de Castells, mais en lui enlevant le sens critique et la prudence qui caractérisent les travaux du sociologue américain. Ses fondements théoriques sont cependant très fragiles.

Les prévisions positives pour l'emploi s'emballent au même rythme que les valeurs boursières des entreprises high-tech. Elles retomberont de la même manière. Il en reste toutefois un effet positif, dans le domaine du développement du commerce électronique et des services en ligne, mais dans des proportions nettement plus modestes.

Cet épisode est révélateur de la promptitude avec laquelle l'innovation technologique peut donner lieu à

des visions utopiques de la croissance et de l'emploi, parfois naïves ou pernicieuses, comme le montre le livre de Gadrey (2001).

TIC et emploi à l'aube du 21ème siècle

Au terme de cette rétrospective, il faut d'abord dresser le constat que la création et la destruction d'emplois sont deux facettes indissociables du changement technologique, mais qu'il est impossible d'isoler le rôle de la technologie parmi d'autres facteurs tels que la croissance, l'internationalisation des échanges, les choix managériaux des entreprises, le fonctionnement du marché du travail. En revanche, le rôle de la technologie est plus important dans la transformation de la structure des emplois et dans les aspects qualitatifs des mutations du travail.

Pourtant, la question de la relation entre TIC et emploi ressurgira chaque fois qu'une vague de modernisation conduira à des pertes d'emploi. Le travail d'élucidation de cette relation est un chantier permanent pour les chercheurs.

D'autres questions restent largement ouvertes. Sont-ce les TIC actuelles qui vont réellement constituer le substrat d'une relance économique à long terme, ou faut-il attendre ce rôle d'une nouvelle génération de technologies dites "convergentes", qui allient l'informatique, les biotechnologies, les nanotechnologies et les sciences cognitives? Va-t-on réellement vers une société de l'immatériel, où la connaissance devient un facteur de production déterminant? Quel seront les implications futures du poids croissant des contraintes écologiques sur l'innovation, l'industrialisation et la croissance, et donc sur la répartition des emplois? ■



Les jeunes et le travail

Les sciences sociales accordent traditionnellement une place centrale au travail dans les sociétés modernes. Elles l'envisagent notamment comme un facteur essentiel d'intégration sociale: dans une société où l'activité de chacun est spécialisée, c'est-à-dire dans laquelle personne ne peut plus assumer seul tous ses besoins, le travail (et sa "division sociale") lie les individus entre eux par la nécessité de collaborer pour produire les biens et services nécessaires à chacun. Il offre également à l'individu un espace d'investissement, les moyens d'une continuité et une sécurité d'existence qui interviennent de manière centrale dans la construction de son identité.

La centralité du travail en question

Les évolutions contemporaines du champ du travail, marquées du sceau de la mobilité et de la flexibilité, contribuent à changer de manière radicale les cadres traditionnels de l'intégration sociale. Les trajectoires d'emploi deviennent de plus en plus discontinues: la "carrière" d'autrefois tend à laisser la place à une succession de "jobs" souvent entrecoupée de périodes d'insécurité ou de non-emploi. Accéder à l'emploi et surtout le conserver devient un enjeu central mais problématique, particulièrement (mais pas uniquement) pour les jeunes que ces changements touchent prioritairement.



Mais cette situation, parfois qualifiée d'*insécurité sociale* (Castel, 2003), implique-t-elle que les jeunes accordent une place moins centrale à l'activité salariée ou qu'ils entretiendraient avec elle un rapport plus distant et instrumentalisé ? Les analyses organisationnelles et recherches récentes apportent des éclairages différents à ce sujet.

Le détachement des jeunes vis-à-vis du travail: une analyse répandue...

Pour certains, cette insécurité des trajectoires professionnelles et les obstacles objectifs à l'intégration contri-

Les attitudes par rapport au travail et la signification que prend cette activité sont-elles les mêmes pour toutes les générations ?

buent à une remise en question croissante de la centralité du travail. Pris entre des injonctions contradictoires (se réaliser au travail sans garantie ou possibilité d'y accéder de manière durable) et face aux perspectives d'avenir floues que leur permet d'entrevoir le marché de l'emploi, les jeunes investiraient de manière privilégiée d'autres espaces de construction identitaire et de réalisation de soi (la famille et les loisirs). Le travail, en tant que valeur et qu'activité sociale, ne serait plus au cœur des projets des jeunes travailleurs.

Les tenants d'une telle analyse y voient une menace pour la cohésion sociale et une tentation au repli sur soi ou sur un petit groupe de pairs, ce dont témoignerait, par exemple, le développement des incivilités et des attitudes délinquantes, certains parcours en décrochage scolaire ou d'ins-

tallation dans le non-emploi. Cet état de fait constitue, en premier lieu, un risque pour les franges déjà les plus faibles de la population qui perdent là un moyen d'intégration essentiel. Cette distance prise avec le travail expliquerait, en second lieu, certaines des tensions observées entre générations au travail ou la désaffection des structures syndicales.

... mais discutable

Les études sont toutefois loin d'être unanimes sur ce constat de mise à distance du travail par les jeunes. Les résultats de travaux récents (Galland, Roudet, 2005) soutiennent, au contraire, que les jeunes accordent toujours une place essentielle au travail dans leur existence, dans leurs projets et dans la construction de leur identité. Il s'agit pour eux, comme pour leurs aînés, d'une "activité dont ils ne voudraient certainement pas se passer".

Malgré une certaine forme de précarisation de l'emploi et un allongement régulier de l'âge de la scolarité, les jeunes ne sont pas pour autant tenus à l'écart du monde du travail. Ils y seraient même familiarisés plus tôt que leurs aînés au travers de jobs d'étudiant ou de stages en entreprise, par exemple. De la même manière, la succession de jobs temporaires peut constituer une première étape de socialisation aux valeurs du travail et correspondre, en même temps, à un désir de flexibilité synonyme de liberté et d'expérimentation. Enfin, le développement des nouvelles technologies dans l'entreprise offre aux plus jeunes un espace qu'ils peuvent investir de manière privilégiée par rapport aux générations précédentes.

Les attitudes des jeunes par rapport au travail et la signification que prend cette activité sont-elles pour autant les mêmes que celles de leurs aînés ? Pas vraiment. Deux tendances essentielles sont observées, qui correspondent à

deux formes de réponses contrastées de la jeunesse au contexte actuel d'insécurité: la première en termes de

Deux réponses contrastées à l'insécurité du travail: le surinvestissement ou la relativisation.

surinvestissement dans le travail (particulièrement, mais pas uniquement, chez les plus qualifiés) et une seconde, plus généralisée, en termes de *relativisation* du travail par rapport à d'autres sphères de l'existence.

Une réponse en termes de surinvestissement au travail

Pour certaines catégories de travailleurs (essentiellement les cadres, les créatifs ou certains métiers du secteur des TIC), la relation au travail est caractérisée par des phénomènes de surinvestissement. Pour ces travailleurs, le travail est non seulement une priorité mais ils sont également prêts à lui consacrer la majeure partie de leur temps et de leur énergie.

Ces comportements sont en lien direct avec le constat d'instabilité que nous avons posé d'entrée. Ils sont, dans certains cas, une réponse pathologique aux contradictions que nous avons soulevées. Ils sont parfois appelés du terme anglais "work-a-holics", qui peut se traduire par "alcooliques du travail". Ces individus ont intégré de manière excessive les normes et la culture des nouveaux modèles d'organisation axés sur la performance individuelle et l'excellence professionnelle (Aubert et Gaulejac, 1991) à tel point qu'ils ne tiennent pas compte des mécanismes de régulation classiques du travail: ils travaillent sous la pression du temps, à la poursuite d'objectifs qu'ils ne peuvent atteindre; ils ne parviennent pas à déléguer les tâches; ils sont complètement dévoués et disponibles pour leur travail jusqu'à le laisser envahir leur espace privé.

Un tel rythme n'est évidemment pas supportable tout au long d'une carrière. Il menace d'ailleurs tant leur santé, leur inclusion sociale que leur sens citoyen. Le *burn-out* professionnel est un exemple des dangers qui guettent le surinvesti. Il se définit comme un état de fatigue ou de frustration produit par cette dévotion au travail et par une manière de vivre tendue par ce souci de performance, mais qui n'aurait pas mené au résultat attendu.

Une réponse en termes de relativisation du travail

Une seconde réponse aux transformations du monde du travail, beaucoup plus généralisée auprès des jeunes mais également des autres générations, consiste à négocier la relation au travail en relativisant son importance.

Cela signifie que si le travail reste bien une valeur centrale, il n'est toutefois plus la seule valeur que les individus souhaitent prendre en considération dans leur existence et par rapport à laquelle ils vont structurer leur identité. Contrairement à leurs aînés, pour eux le travail n'est plus tout et, surtout, ne passe plus avant tout. D'autres champs sociaux, essentiellement non économiques, acquièrent une importance croissante dans la construction des identités, de même que le désir d'équilibrer leur existence entre le travail et d'autres activités sociales. Une image du succès: réussir son couple et avoir un travail agréable.

Deux hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène. Premièrement, la jeunesse est la période de l'entrée progressive dans des rôles d'adulte. Pendant cette période,

Le projet européen SPReW

Le Centre de recherche Travail & Technologies de la FTU coordonne un projet européen intitulé "*Une approche générationnelle des modèles sociaux de rapport au travail*" (SPReW – Generational approach to the social patterns of relation to work), dans le volet des sciences sociales et humaines du sixième programme cadre européen de R&D.

Cette recherche a pour objectif d'approfondir la compréhension des rapports que les générations plus jeunes et plus âgées entretiennent avec le travail. Le matériau empirique est rassemblé à travers des interviews individuels et des entretiens en groupes, dans six pays. Il est complété par une analyse secondaire de quelques enquêtes sur les valeurs et les attitudes à l'égard du travail. Diverses "bonnes pratiques" seront également identifiées et analysées, en matière de politiques d'emploi ou d'insertion et de relations intergénérationnelles. À la fin du projet, des "séminaires de dialogue" seront organisés dans chacun des six pays et au niveau européen, pour mieux impliquer les différents acteurs concernés par ces questions.

Le projet associe huit partenaires: outre la FTU, le Centre d'études de l'emploi (CEE) à Paris, l'Institut universitaire ISCTE à Lisbonne, l'Institut Travail et économie (IAW) de l'Université de Brême, l'Institut de sciences politiques et sociales (MTA-PTI) de l'Académie des sciences à Budapest, la Fondation Pietro Seveso à Milan, la Direction de l'animation de la recherche (DARES) du Ministère français du travail et de la solidarité, l'Agence de développement social (SDA) de la Confédération européenne des syndicats. Le projet a débuté en juin 2006 et se terminera en mai 2008.

Le site web du projet, en anglais et en français, contient davantage d'informations sur les objectifs et les méthodes de travail: www.ftu-namur.org/sprew. Tous les six mois, un "Briefing paper" téléchargeable fait le point sur l'avancement de la recherche.

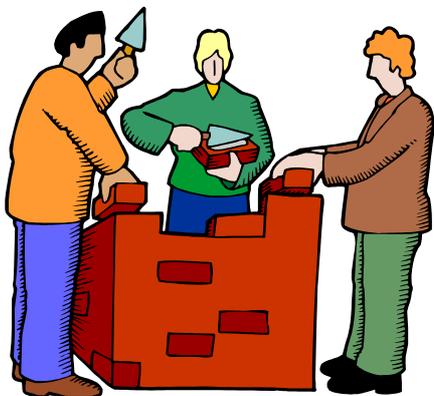
Un premier rapport de recherche, en anglais, est publié par la Commission européenne et disponible en téléchargement. Il s'intitule "*Social patterns of relation to work: conceptual framework and state of the art of current research*" (January 2007, 164 pp., www.ftu-namur.org/sprew).



les jeunes sont tentés d'investir tous les champs d'activité qui sont accessibles à eux, au-delà du seul cadre professionnel. Ce n'est que progressivement, lorsqu'ils sont confrontés à un nombre croissant de responsabilités, tant dans leur vie privée que professionnelle, qu'ils donnent aussi plus d'importance au travail. La seconde hypothèse se rapporte à certains des changements profonds et structurels qu'a connus notre société, particuliè-

Nombre de jeunes semblent assumer le fait que leur trajectoire personnelle n'est plus nécessairement surdéterminée par leur trajectoire professionnelle.

rement dans le champ de l'enseignement. La socialisation scolaire a ainsi un impact certain sur la manière dont les jeunes considèrent le travail aujourd'hui. Le fait que les jeunes soient globalement mieux formés les amène également à adopter un point de vue plus critique sur leur vie professionnelle et sur les autres activités dans lesquelles ils sont engagés. Ils savent qu'une distance existe entre leurs attentes et la réalité. Ils perçoivent la nature de leur engagement professionnel davantage comme un choix que comme une contrainte qui leur est imposée de l'extérieur. Dès lors, s'ils ne trouvent pas dans leur travail



d'opportunités d'identification, les jeunes travailleurs vont prendre distance par rapport à lui, simplement pour le rendre supportable.

Une exigence accrue des jeunes vis-à-vis du travail

Nombre de jeunes semblent donc assumer le fait que leur trajectoire personnelle n'est plus nécessairement surdéterminée par leur trajectoire professionnelle: il y a une vie au-delà du travail, à laquelle ce dernier peut contribuer mais auquel elle ne se réduit plus. Toutefois, ils apparaissent également, pour des raisons comparables, plus exigeants vis-à-vis du travail: si le travail est avant tout un moyen de gagner sa vie, il doit également offrir des opportunités d'épanouissement et de réalisation personnelle.

Après avoir mis l'accent sur la sécurité physique, les sociétés modernes accorderaient plus d'attention au sentiment d'appartenance, à l'expérience individuelle et à la qualité de vie. Même ceux qui sont engagés dans un travail peu épanouissant, pauvre en contenu et en gratification cherchent à atteindre un compromis entre leur besoin de sens et le caractère insensé de leur job. Ils accordent ainsi une grande importance à la nécessité d'avoir un boulot qui leur plaît et qui soit amusant, à la qualité des relations avec les collègues, aux opportunités d'apprendre (y compris sur soi-même), au fait d'avoir des responsabilités ou encore que leurs compétences soient utilisées, etc. Le travail doit laisser une place à la créativité et surtout être utile.

Le travail: un idéal inaccessible ?

La relativisation du travail et la nécessité de se réaliser au travail ne sont pas nécessairement contradictoires. Cette ambivalence caractérise même l'attitude exigeante et complexe de la jeune génération au travail. Le travail

est effectivement une activité parmi d'autre, un "gagne-pain" mais également, dans une perspective post-matérialiste, un espace de construction de son identité et d'expression de son potentiel.

Toutefois, atteindre tout ces buts n'est pas offert à tous. Au-delà du fait d'accéder et de conserver un travail, l'identification à ce travail requiert une certaine autonomie et un espace d'appropriation de son activité que ne permettent pas toutes les formes d'organisation du travail. Cela crée, au sein même de la jeune génération, une fracture entre ceux qui ne dispo-

La relativisation du travail et la nécessité de se réaliser au travail ne sont pas a priori contradictoires.

sent pas des ressources nécessaires pour valoriser leur investissement dans l'organisation et ceux dont les positions ou les aptitudes leur permettent d'accroître leurs ressources et de disposer d'une base solide pour la construction de leur identité.

Ces questions liées à la place du travail dans les trajectoires individuelles et à la construction des identités sont traitées dans la recherche européenne SPReW (voir encadré page 6), qui s'intéresse à l'évolution des modèles sociaux de rapport au travail et aux dimensions intergénérationnelles de ces transformations. ■

- Aubert N., de Gaulejac V., *Le coût de l'excellence*, Seuil, Paris, 1991.
- Castel R., *L'insécurité sociale*, Seuil, Paris, 2003.
- Galland O., Roudet B. (dir.), *Les jeunes européens et leurs valeurs*, La Découverte, Paris, 2005.
- Projet européen SPReW (*Generational approach of the social patterns of relation to work*): site www.ftu-namur.org/sprew

Le nouveau programme européen “La science dans la société”

En 2001, la Commission européenne publiait un plan d'action Science & Société, qui proposait trois grandes lignes d'action: promouvoir l'éducation et la culture scientifique; rendre la politique scientifique plus proche du citoyen; renforcer l'usage de l'expertise scientifique au service de la décision politique, tout en améliorant le dialogue entre science et éthique. Ce plan d'action a été mis en œuvre à travers un volet spécifique du 6ème programme cadre de R&D, qui comportait à la fois des recherches, des projets pilotes et des activités de sensibilisation.

Un bilan positif, un travail à poursuivre

À travers ces activités, plusieurs axes prioritaires ont progressivement émergé et ont acquis une certaine visibilité:

- Les relations entre science et gouvernance: des recommandations pour un bon usage de l'expertise scientifique; la mise en réseau des comités d'éthique; la mise en réseau des capacités scientifiques au service de la décision politique (réseau SINAPSE); la gestion des risques et des incertitudes scientifiques.
- La participation du public: les méthodes délibératives, les formes d'implication des acteurs concernés, les boutiques de sciences.
- Les femmes et la science: la promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans les carrières scientifiques; la mise au point de statistiques et d'indicateurs de la présence des femmes dans la science et la technologie; la place des femmes dans la recherche industrielle; la création d'une plate-forme européenne “femmes et science”.

Par ailleurs, diverses campagnes de sensibilisation ont été soutenues, no-

tamment en direction des journalistes scientifiques, des jeunes, des enseignants et formateurs, des centres de



culture scientifique, ainsi que la Semaine européenne de la science et de la technologie.

De “science et société” à “science dans la société”

Suite à un forum européen science & société, qui a rassemblé près de 1000 personnes en mars 2005, et à un séminaire d'évaluation avec des experts (Gover'Science seminar) en novembre 2005, il a été décidé de donner la priorité à un plus grand engagement de la science dans la société et, réciproquement, à des modes plus participatifs de gouvernance des choix scientifiques et technologiques. L'expression “science dans la société” devrait refléter cet engagement réciproque, dans un nouveau programme qui commence en 2007.

Les grandes orientations du nouveau programme

Sans surprise, le nouveau programme est axé sur les thèmes qui ont été les points forts du programme précédent:

- Une gouvernance plus dynamique de la relation entre science et société: renforcer l'implication de la société civile; favoriser les partenariats entre recherche et société; développer les méthodes participatives.

- Renforcer le potentiel et élargir les horizons par rapport aux questions de genre et de culture scientifique: approche plus systémique des questions de genre, amélioration de l'image de la recherche et des professions scientifiques, amélioration des méthodes d'enseignement des sciences.
- Promouvoir une communication scientifique bidirectionnelle, qui permet non seulement aux chercheurs de mieux communiquer avec le public mais aussi à celui-ci de s'engager par rapport aux enjeux de la science dans la société.

Un problème important reste toutefois en suspens: comment faire passer cette dynamique européenne “science & société” dans les politiques nationales ou régionales de R&D? C'est au niveau de chaque pays que des progrès significatifs devraient être accomplis en termes de gouvernance et d'engagement de la société civile. ■

- Stirling A., *Gover'science seminar 2005: from science & society to science in society*, EUR 22072, European Commission, 2006.
- Réalisations du programme “science and society”: www.cordis.europa.eu/science-society/
- Projets du programme “science in society”: www.cordis.europa.eu/fp7/capacities/science-society_en.html

FTU

Centre de recherche Travail & Technologies
ASBL Association pour une
Fondation Travail-Université
Rue de l'Arseal 5, B-5000 Namur
Tél. 081-725122 - fax : 081-725128
E-mail: pvendramin@ftu-namur.org
<http://www.ftu-namur.org>

Conception, rédaction et mise en pages:
Gérard Valenduc, Patricia Vendramin, John Cultiaux
© FTU – Reproduction partielle autorisée
moyennant citation de la source et des auteurs

La Lettre EMERIT est publiée avec le soutien
financier du Fonds National de la
Recherche Scientifique (FNRS)

FNRS

Editeur responsable: G. Valenduc
Imprimé par Deneff SPRL, Louvain-la-Neuve